

HOOFDSTUK 11. — *Wijziging van het decreet van 6 december 2011 ter ondersteuning van het jeugdwerk*

Art. 16. In artikel 47 van het decreet van 6 december 2011 ter ondersteuning van het jeugdwerk worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. het tweede lid wordt aangevuld met de volgende zin :

« Als de Jeugdraad een advies over een voorontwerp van decreet geeft, dient de Regering dat advies samen met het ontwerp van decreet in bij het Parlement. »

2. het derde lid wordt aangevuld met de volgende zin :

« De Jeugdraad bezorgt dat advies aan de aanvrager binnen een door de aanvrager gestelde termijn. »

Art. 17. Artikel 49 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een tweede lid, luidende :

« Als de Jeugdraad een activiteitenverslag opstelt, wordt dat activiteitenverslag gelijktijdig aan het Parlement en aan de Regering toegezonden. »

Art. 18. Artikel 51 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een derde tot vijfde lid, luidende :

« Het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap kan door bemiddeling van zijn voorzitter een advies aanvragen bij de jeugdcommissie. De jeugdcommissie bezorgt dat advies aan de aanvrager binnen een door het Parlement gestelde termijn.

Als de jeugdcommissie een advies over een voorontwerp van decreet geeft, dient de Regering dat advies samen met het ontwerp van decreet in bij het Parlement.

Als de jeugdcommissie een activiteitenverslag opstelt, wordt dat activiteitenverslag gelijktijdig aan het Parlement en aan de Regering toegezonden. »

HOOFDSTUK 12. — *Algemene regels*

Art. 19. Het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap kan door bemiddeling van zijn voorzitter een advies aanvragen bij alle adviesorganen van de Regering of van de diensten van de Duitstalige Gemeenschap die hoofdzakelijk een adviserende taak hebben. Het om advies verzochte orgaan bezorgt dat advies aan de aanvrager binnen een door het Parlement gestelde termijn.

Als een adviesorgaan in de zin van het eerste lid een advies over een voorontwerp van decreet geeft, dient de Regering dat samen met het ontwerp van decreet in bij het Parlement.

Art. 20. Als een adviesorgaan in de zin van artikel 19, eerste lid, een activiteitenverslag opstelt, wordt dat activiteitenverslag gelijktijdig aan het Parlement en aan de Regering toegezonden.

HOOFDSTUK 13. — *Slotbepaling*

Art. 21. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 september 2016.

Wij kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Eupen, 7 november 2016.

O. PAASCH

De Minister-President

Mevr. I. WEYKMANS

De Viceminister-President, Minister van Cultuur, Werkgelegenheid en Toerisme

A. ANTONIADIS

De Minister van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden

H. MOLLERS

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek

Nota

(1) *Zitting 2016-2017.*

Parlementair stuk : 140 (2015-2016), nr. 1. Voorstel van decreet.

Integraal verslag : 7 november 2016, nr. 31. Bespreking en aanneming.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/206079]

10 NOVEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la lutte intégrée contre les ennemis des cultures

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, l'article D.134;

Vu le décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture, les articles 3, 5 et 8;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale intervenue en date du 20 février 2014, approuvée le 10 mars 2014 et en date du 15 septembre 2016;

Vu l'avis n° 2014/000629 de la cellule autonome d'avis en développement durable donné le 10 mars 2014;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 avril 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 avril 2014;

Vu l'avis n° 56.291/4 du Conseil d'Etat, donné le 25 juin 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le rapport du 18 mars 2016 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Considérant que la Directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable transposée partiellement par le décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture nécessite un acte complémentaire de transposition;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

- 1^o le Ministre : le Ministre de l'Agriculture;
- 2^o l'Administration : l'Administration au sens de l'article D.3, 3^o, du Code wallon de l'Agriculture;
- 3^o le service : la Direction de la Qualité du Département du Développement de l'Administration;
- 4^o les principes : les principes généraux en matière de lutte intégrée contre les ennemis des cultures, tels que fixés en annexe;
- 5^o l'exploitation : l'ensemble des unités de production, gérées de façon autonome par un même agriculteur pour autant qu'une partie au moins des unités soient situées en Région wallonne;
- 6^o un produit phytopharmaceutique : un produit au sens de l'article 3 du Règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les Directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil;
- 7^o la lutte intégrée contre les ennemis des cultures : la lutte intégrée visée à l'article 2, 3^o, du décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture;
- 8^o l'utilisateur : tout professionnel, personne physique ou morale, quel que soit le statut juridique de celle-ci, qui utilise ou a la responsabilité de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques destinés à un usage professionnel au cours de son activité professionnelle en ce compris les opérateurs, les techniciens, les employeurs et les indépendants tant dans le secteur agricole que dans d'autres secteurs;
- 9^o le guide : le texte proposé par un Comité technique et approuvé par le Ministre ou le responsable du service désigné comme le délégué du Ministre, qui explicite les exigences mentionnées dans le cahier des charges afin d'en faciliter la compréhension, apporte toute information complémentaire au cahier des charges permettant la bonne application des principes généraux de lutte intégrée visés en annexe, mentionne les cas où certains principes ne sont pas applicables et les adaptations à apporter aux exigences du cahier des charges pour certaines cultures;
- 10^o une espèce exotique envahissante : une espèce exotique dont l'introduction ou la propagation s'est révélée, après évaluation des risques, constituer une menace pour la biodiversité et les services écosystémiques, et qui peut également avoir des effets négatifs sur la santé humaine ou sur l'économie;
- 11^o des organismes de quarantaine : organismes nuisibles régis par l'arrêté royal du 10 août 2005 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux;
- 12^o la Directive 2009/128/CE : la Directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable.

Art. 3. § 1^{er}. Le présent arrêté s'applique :

- 1^o aux utilisateurs de produits phytopharmaceutiques qui emploient des produits phytopharmaceutiques en Région Wallonne dans le cadre de la lutte contre les ennemis des cultures;
- 2^o aux organismes de contrôle agréés pour contrôler le respect des principes visés en annexe dans les exploitations et les entreprises.

§ 2. Le présent arrêté n'est pas d'application :

- 1^o dans le cadre de la lutte contre les espèces exotiques envahissantes;
- 2^o dans le cadre de la lutte contre les organismes de quarantaine;
- 3^o dans le cadre de la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux visés à l'arrêté royal du 19 novembre 1987 relatif aux organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux;
- 4^o dans le cadre de traitements localisés par pulvérisateur à lance ou à dos contre *Carduus crispus*, *Cirsium lanceolatum*, *Cirsium arvense*, *Rumex crispus* et *Rumex obtusifolius*.

CHAPITRE II. — *Comité technique*

Art. 4. Il est institué un Comité technique qui :

- 1° examine toutes les questions techniques relatives à la lutte intégrée;
- 2° évalue l'applicabilité des principes aux différents secteurs et aux différentes cultures;
- 3° établit le projet de guide.

Sur la base des examens et évaluations visés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, le Comité technique propose les modifications à apporter au cahier des charges visé à l'article 6, dans l'objectif d'adapter le cahier des charges à l'évolution des techniques et connaissances dans le domaine de la lutte intégrée.

Art. 5. § 1^{er}. Sur proposition des structures, associations ou organismes concernés, le Ministre nomme les membres du Comité technique et leurs suppléants.

Le Comité technique est composé comme suit :

- 1° deux représentants du service, qui en assurent la présidence et le secrétariat;
- 2° un représentant de la Direction Recherche et Développement de l'Administration;
- 3° un représentant du Département de l'Environnement et de l'Eau de l'Administration;
- 4° un représentant des opérateurs publics du cycle de l'eau;
- 5° un représentant des associations de protection de l'environnement;
- 6° deux représentants des associations agricoles wallonnes;
- 7° un représentant du collège des producteurs pour le secteur concerné;
- 8° un représentant de chacun des centres pilotes agréés pour le développement et la vulgarisation;
- 9° deux représentants des organismes de contrôle agréés en application du présent arrêté.

§ 2. Le Comité technique peut faire appel à des experts externes lorsque la technicité du sujet l'exige. Il peut inviter des observateurs des autres entités fédérées.

§ 3. Le Comité technique établit son règlement d'ordre intérieur.

CHAPITRE III. — *Obligations des utilisateurs*

Art. 6. § 1^{er}. Tous les utilisateurs appliquent les principes fixés en annexe.

Les principes sont détaillés dans un cahier des charges établi par le Ministre.

L'utilisateur peut s'enregistrer auprès d'un organisme de contrôle agréé en vue de recevoir le certificat "lutte intégrée" visé à l'article 17.

Lorsque l'utilisateur ne s'est pas enregistré auprès d'un organisme de contrôle agréé, il peut être contrôlé par le Département de la Police et des contrôles de l'administration selon une analyse de risque définie par l'administration.

Lorsque l'utilisateur n'est pas enregistré au SIGeC, il s'enregistre d'office auprès d'un organisme de contrôle agréé en vue de recevoir le certificat "lutte intégrée" visé à l'article 17.

Le Ministre peut modifier l'annexe en vue de l'adapter aux modifications de la Directive 2009/128/CE et aux évolutions scientifiques et techniques des matières traitées par le présent arrêté.

§ 2. Les utilisateurs dont les unités de production sont soumises au système de contrôle de la production biologique, établi par le Règlement CE n° 834/2007 du Conseil du 28 juin 2007 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le Règlement (CEE) n° 2092/91, sont considérés appliquer d'office les principes pour les cultures présentes dans les unités de production.

Les utilisateurs dont les unités de production sont soumises au système de contrôle de la production intégrée de fruits à pépins, visé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2004 relatif à l'agrément de la méthode de production intégrée pour fruits à pépins, des organismes de contrôle ainsi que des producteurs qui pratiquent cette méthode, sont considérés appliquer d'office les principes pour les cultures présentes dans les unités de production.

Art. 7. Sans préjudice de l'arrêté royal du 10 août 2005 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et produits végétaux, afin de respecter les principes visés en annexe, les utilisateurs satisfont aux exigences minimales relatives à leurs cultures et fixées dans le cahier des charges visé à l'article 6.

Afin de permettre la vérification du respect des principes, le Ministre détermine les modalités d'enregistrement des données en termes de contenu, délai et conservation.

Art. 8. Le service peut, dans des cas exceptionnels et sur avis favorable du Comité technique visé à l'article 4, accorder des dérogations aux prescriptions du cahier des charges lorsque des conditions climatiques exceptionnelles ne permettent pas le respect de certaines exigences, lorsqu'il y a un risque sanitaire important pour les cultures concernées, lorsqu'il y a un risque sanitaire important pour le producteur ou le consommateur ou lorsque l'urgence l'impose.

CHAPITRE IV. — *Organismes de contrôle*

Art. 9. Le Ministre agréé les organismes de contrôle visés à l'article 3, § 1^{er}, 2°.

Art. 10. Les conditions d'agrément des organismes de contrôle sont fixées comme suit :

1° l'organisme de contrôle est un organisme agréé par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, en abrégé "A.F.S.C.A.", selon les modalités définies dans l'article 10 de l'arrêté royal du 14 novembre 2003 relatif à l'autocontrôle, à la notification obligatoire et à la traçabilité dans la chaîne alimentaire;

2° l'organisme dispose d'installations et d'équipements appropriés permettant l'exécution de toutes les activités utiles en relation avec les contrôles imposés pour la lutte intégrée contre les ennemis des cultures;

3° l'organisme dispose sur le territoire de la Belgique d'un bureau à partir duquel les contrôles des utilisateurs sont organisés et où est disponible le registre complet des contrôles effectués et des certificats délivrés;

4° l'organisme dispose d'un personnel qualifié pour les contrôles;

5° l'organisme désigne une personne physique responsable de l'ensemble des contrôles réalisés et du contact avec le service;

6° l'organisme garantit l'indépendance de jugement du personnel responsable de la réalisation des contrôles;

7° l'organisme et son personnel ne s'engagent dans aucune activité incompatible avec leur indépendance de jugement et leur intégrité en ce qui concerne leur activité de contrôle;

8° l'organisme ni aucun membre de son personnel ne peut avoir d'intérêt direct lié au résultat des contrôles;

9° l'organisme dispose d'une accréditation selon la norme ISO 17 065 pour le cahier des charges relatif à la lutte intégrée contre les ennemis des cultures ou, à titre transitoire, il fournit la preuve qu'il est en cours d'accréditation selon la même norme.

Art. 11. Le personnel visé à l'article 10, 4°, satisfait aux exigences suivantes :

1° posséder au moins une des qualifications suivantes :

a) un diplôme de master bio-ingénieur ou de master en sciences agronomiques et industries du vivant ou un diplôme de master en sciences de l'ingénieur industriel en agronomie ou un diplôme de bachelier en agronomie ou en sciences agronomiques;

b) un diplôme d'études secondaires supérieures dans le domaine de l'agriculture ou l'horticulture, à condition de faire la preuve d'une expérience d'au moins trois ans dans le domaine de la protection intégrée des cultures;

c) un diplôme de master en médecine vétérinaire à condition de faire la preuve d'une expérience dans le domaine de la production primaire;

2° disposer d'un contrat de travail de plus de douze mois et d'une rémunération qui ne dépend pas directement du nombre d'inspections effectuées ni de leurs résultats;

3° être lié par l'obligation de confidentialité pour tout ce qu'il apprend dans l'exercice de ses fonctions dans le cadre des dispositions du présent arrêté, sauf à l'égard du service.

Les diplômes visés à l'alinéa 1^{er}, a) et c), peuvent être un diplôme équivalent, antérieur à la délivrance du diplôme de master.

Art. 12. L'organisme de contrôle adresse sa demande d'agrément au service.

Le Ministre fixe le contenu et les modalités de la demande.

Art. 13. § 1^{er}. Pour garder son agrément, l'organisme de contrôle :

1° tient à jour une liste :

a) des utilisateurs enregistrés;

b) des utilisateurs contrôlés;

c) des utilisateurs ayant reçu un certificat "lutte intégrée" visé à l'article 17;

2° tient à jour un registre des contrôles effectués dans lequel sont repris :

a) la nature, la date et le résultat du contrôle;

b) tous les renseignements concernant le respect des conditions de production reprises dans le cahier des charges;

c) le nom du contrôleur;

3° met à la disposition du service une synthèse des rapports des contrôles et tient à la disposition de celui-ci toute autre documentation relative aux utilisateurs enregistrés;

4° informe immédiatement le service de toute modification majeure survenant dans sa structure, son personnel et son organisation pour ce qui concerne les activités soumises à l'agrément;

5° assure l'accès au système de contrôle à tout utilisateur qui respecte les dispositions du présent arrêté, s'enregistre et paie sa contribution aux frais de contrôle;

6° ne met à la disposition de tiers aucune information recueillie dans le cadre des missions de contrôle et émanant du service ou des utilisateurs contrôlés, sauf autorisation écrite de l'utilisateur qui est à la base de l'information;

7° effectue des contrôles supplémentaires inopinés.

L'organisme de contrôle communique au service une version électronique de la liste des utilisateurs visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, et du registre des contrôles visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, selon le format défini par le service, au plus tard le 31 mars de chaque année.

§ 2. Le Ministre définit le contenu de la liste visée au paragraphe 1^{er}, 1°.

§ 3. Des procédures sont mises en œuvre pour protéger l'intégrité des données visées au paragraphe 1^{er}, 1°, 2° et 3°, et en maintenir la sauvegarde lorsqu'elles sont conservées sous format numérique.

Art. 14. Le Ministre est habilité à compléter les obligations de l'organisme de contrôle visées à l'article 13, § 1^{er}, et à ajouter des conditions supplémentaires purement procédurales, requises pour le traitement des demandes des organismes, ainsi que la liste des documents à joindre aux demandes d'agrément dans le respect de la législation européenne.

Art. 15. Les organismes de contrôle agréés sont soumis au contrôle du service. Celui-ci peut demander tout renseignement utile tant à l'organisme de contrôle qu'aux utilisateurs.

Art. 16. § 1^{er}. Le Ministre suspend ou retire l'agrément de l'organisme de contrôle visé à l'article 9 si :

1° les conditions visées aux articles 10 ou 13 ne sont plus respectées;

2° l'organisme refuse de fournir, à la demande du service, les renseignements nécessaires ou les pièces justificatives dans les délais;

3° les contrôles sont freinés ou empêchés par l'organisme.

L'organisme de contrôle est entendu au préalable par l'inspecteur général du Département du Développement de l'Administration et peut soumettre un mémoire à l'appui de sa défense.

L'audition fait l'objet d'un procès-verbal.

Le procès-verbal, le mémoire éventuel, et tout autre élément de nature à justifier le retrait d'agrément sont ensuite soumis au Ministre.

§ 2. En cas de retrait temporaire ou définitif de son agrément, l'organisme de contrôle concerné avertit, à ses propres frais et sans retard, de la décision officielle tous les utilisateurs qu'il a enregistrés et attire leur attention sur la nécessité urgente de s'inscrire auprès d'un autre organisme de contrôle. Il transfère leurs dossiers aux nouveaux organismes de contrôle auprès desquels les utilisateurs s'enregistrent.

Tout agrément ou retrait d'agrément est publié au *Moniteur belge* et sur le site internet du Portail de l'agriculture.

CHAPITRE V. — Délivrance d'un certificat "lutte intégrée"

Art. 17. Le certificat "lutte intégrée" atteste du contrôle favorable du respect des principes visés dans l'annexe par les utilisateurs au sein d'une exploitation ou d'une entreprise. Le certificat peut figurer sur un document émis à d'autres fins.

Art. 18. Pour recevoir un certificat "lutte intégrée", l'utilisateur :

1° se fait enregistrer préalablement auprès d'un organisme de contrôle agréé, selon les modalités fixées par le Ministre;

2° soumet préalablement son exploitation ou son entreprise au contrôle de l'organisme visé au 1° qui vérifie si sa méthode de lutte contre les ennemis des cultures correspond aux exigences des principes visés dans l'annexe.

L'exploitation ou l'entreprise visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, est contrôlée au moins une fois tous les trois ans.

Art. 19. § 1^{er}. L'organisme de contrôle vérifie que les principes visés dans l'annexe sont correctement appliqués dans l'exploitation ou l'entreprise, en contrôlant les prescriptions établies dans le cahier des charges visé à l'article 6 de l'arrêté. Il délivre à l'utilisateur un certificat valable trois ans si les prescriptions du cahier des charges sont remplies.

Si les prescriptions du cahier des charges ne sont pas remplies, l'organisme de contrôle notifie à l'utilisateur les non-conformités constatées par lettre recommandée ou par le recours à des procédés de recommandé électronique permettant d'obtenir la preuve de l'envoi et du moment de l'envoi, ainsi que la preuve de l'identité de l'expéditeur.

§ 2. Les contrôles visés à l'article 13, § 1^{er}, 7°, sont réalisés par sondage chez au moins dix pourcent sur base annuelle des utilisateurs auxquels l'organisme a délivré un certificat au cours des deux années précédentes. Le choix des exploitations ou entreprises à contrôler est fait aléatoirement au sein de la liste des utilisateurs ayant reçu un certificat "lutte intégrée" visé à l'article 17 et peut être orienté au moyen d'une analyse de risques réalisée par l'organisme.

Le contrôle inopiné est annoncé à l'utilisateur au cours des deux à cinq jours ouvrables qui le précèdent.

Sauf en cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles acceptées par le service, le refus du contrôle par l'utilisateur entraîne le retrait du certificat "lutte intégrée" selon les modalités définies à l'article 20, § 1^{er}, alinéas 6 et 7, et §§ 2, 3 et 4.

Art. 20. § 1^{er}. Différents types de non conformité aux prescriptions du cahier des charges peuvent être constatés lors du contrôle :

1° des non conformités majeures : non conformités à éliminer dans les trois mois suivant leur notification;

2° des non conformités mineures : non conformités qui font l'objet d'un plan d'actions correctives mis en œuvre dans un délai de six mois suivant la notification des non conformités;

3° des remarques.

S'il n'est pas remédié dans le délai imparti aux non conformités visées à l'alinéa 1^{er}, 1°, l'organisme de contrôle refuse le certificat à l'utilisateur ou le suspend au plus tard jusqu'à ce qu'une décision soit prise en application de l'article 20, § 3.

L'organisme de contrôle en informe l'utilisateur par lettre recommandée ou par le recours à des procédés de recommandé électronique permettant d'obtenir la preuve de l'envoi et du moment de l'envoi, ainsi que la preuve de l'identité de l'expéditeur, et transmet une copie du dossier au service.

L'utilisateur peut faire parvenir, par lettre recommandée ou par le recours à des procédés de recommandé électronique permettant d'obtenir la preuve de l'envoi et du moment de l'envoi, ainsi que la preuve de l'identité de l'expéditeur, ses moyens de défense éventuels au service endéans une période de trente jours à compter de la date de réception de l'avis de refus adressé par l'organisme de contrôle.

Si le plan d'action visé à l'alinéa 1^{er}, 2, n'est pas rédigé ou s'il n'est pas mis en œuvre dans le délai imparti, l'organisme de contrôle refuse le certificat à l'utilisateur ou le suspend au plus tard jusqu'à ce qu'une décision soit prise en application de l'article 20, § 3.

L'organisme de contrôle en informe l'utilisateur par lettre recommandée ou par le recours à des procédés de recommandé électronique permettant d'obtenir la preuve de l'envoi et du moment de l'envoi, ainsi que la preuve de l'identité de l'expéditeur, et transmet une copie du dossier au service.

L'utilisateur peut faire parvenir, par lettre recommandée ou par le recours à des procédés de recommandé électronique permettant d'obtenir la preuve de l'envoi et du moment de l'envoi, ainsi que la preuve de l'identité de l'expéditeur, ses moyens de défense éventuels au Service endéans une période de trente jours à compter de la date de réception de l'avis de refus adressé par l'organisme de contrôle.

§ 2. Pour examiner les moyens de défense de l'utilisateur, le service peut le convoquer par lettre recommandée ou par le recours à des procédés de recommandé électronique permettant d'obtenir la preuve de l'envoi et du moment de l'envoi, ainsi que la preuve de l'identité de l'expéditeur, pour lui permettre de fournir des informations complémentaires ou de remettre des pièces justificatives supplémentaires. Un rapport succinct de l'entretien est rédigé immédiatement et signé par le fonctionnaire compétent qui le soumet à l'utilisateur en vue de le contresigner. D'autres personnes peuvent être invitées à l'entretien ou pour une audition ultérieure. L'audition ultérieure éventuelle a lieu en présence de l'utilisateur, ou du moins après l'avoir dûment convoqué.

§ 3. A l'expiration de la procédure visée aux paragraphes 1 et 2, le service prend une décision dans les trois mois à dater de la réception des moyens de défense de l'utilisateur. En cas de décision négative, le certificat est retiré ou refusé. Un nouveau certificat peut uniquement être délivré à l'utilisateur si un nouveau contrôle démontre qu'il respecte les principes de base de lutte intégrée visés dans l'annexe.

§ 4. Si, en cas de recours, des frais d'expertise ont été engagés et que la décision de l'organisme de contrôle a été confirmée, l'utilisateur en supporte les charges et le fonctionnaire compétent invite l'intéressé, par lettre recommandée ou par le recours à des procédés de recommandé électronique permettant d'obtenir la preuve de l'envoi et du moment de l'envoi, ainsi que la preuve de l'identité de l'expéditeur, à payer les frais endéans une période de trente jours à compter de la date de réception de l'invitation à payer les frais. Si la décision de l'organisme de contrôle a été infirmée,

les frais d'expertise sont à charge de l'organisme de contrôle. Selon le cas, l'utilisateur ou l'organisme de contrôle transmet au service par lettre recommandée ou par le recours à des procédés de recommandé électronique permettant d'obtenir la preuve de l'envoi et du moment de l'envoi, ainsi que la preuve de l'identité de l'expéditeur, la preuve du paiement endéans une période de quinze jours à compter de la date de paiement.

CHAPITRE VI. — *Sanctions*

Art. 21. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées et sanctionnées conformément aux dispositions du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, du Code de l'Agriculture et du décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture.

Art. 22. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 novembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

ANNEXE

Principes généraux en matière de lutte intégrée contre les ennemis des cultures

1. La prévention et/ou l'éradication des organismes nuisibles devraient être menées à bien, ou s'appuyer, parmi d'autres possibilités, en particulier sur les moyens suivants :

1.1. la rotation de cultures,

1.2. l'utilisation de techniques de culture appropriées (par exemple: la technique ancienne du lit de semis, les dates et densités des semis, les sous-semis, la pratique aratoire conservative, la taille et le semis direct),

1.3. l'utilisation, lorsque c'est approprié, de cultivars résistants/tolérants et de semences et plants normalisés/certifiés,

1.4. l'utilisation équilibrée de pratiques de fertilisation, de chaulage et d'irrigation/de drainage,

1.5. la prévention de la propagation des organismes nuisibles par des mesures d'hygiène (par exemple le nettoyage régulier des machines et de l'équipement),

1.6. la protection et le renforcement des organismes utiles importants, par exemple par des mesures phytopharmaceutiques appropriées ou l'utilisation d'infrastructures écologiques à l'intérieur et à l'extérieur des sites de production.

2. Les organismes nuisibles doivent être surveillés par des méthodes et instruments appropriés, lorsqu'ils sont disponibles. Ces méthodes devraient inclure des observations sur le terrain ainsi que, lorsque c'est possible, des systèmes d'alerte, de prévision et de diagnostic rapide, qui s'appuient sur des bases scientifiques solides, ainsi que des conseils émanant de conseillers professionnels qualifiés.

3. En s'appuyant sur les résultats de la surveillance, l'utilisateur doit décider s'il doit ou non et quand appliquer des mesures phytopharmaceutiques. Des seuils scientifiquement solides et robustes sont des éléments essentiels à la prise de décision. Pour ce qui est des organismes nuisibles, les seuils d'intervention définis pour la région, pour des zones spécifiques, pour des cultures et pour des conditions climatiques particulières doivent, si possible, être pris en compte avant les traitements.

4. Les méthodes biologiques, physiques et autres méthodes non chimiques durables doivent être préférées aux méthodes chimiques si elles permettent un contrôle satisfaisant des ennemis des cultures.

5. Les pesticides appliqués sont aussi spécifiques que possible à la cible et ont le minimum d'effets secondaires sur la santé humaine, les organismes non cibles et l'environnement.

6. L'utilisateur devrait maintenir l'utilisation de pesticides et d'autres formes d'intervention aux niveaux nécessaires, par exemple par l'utilisation de doses réduites, la réduction de la fréquence d'application ou en ayant recours à des applications partielles, en tenant compte du fait que le niveau de risque pour la végétation doit être acceptable et que ces interventions n'augmentent pas le risque de développement de résistances dans les populations d'organismes nuisibles.

7. Lorsque le risque de résistance à une mesure phytopharmaceutique est connu et lorsque le niveau d'organismes nuisibles exige l'application répétée de pesticides sur les cultures, les stratégies anti résistance disponibles devraient être appliquées afin de maintenir l'efficacité des produits. Cela peut inclure l'utilisation de plusieurs pesticides ayant différents modes d'action.

8. Sur la base des relevés concernant l'utilisation des pesticides et de la surveillance des organismes nuisibles, l'utilisateur devrait vérifier le taux de réussite des mesures phytopharmaceutiques appliquées.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 novembre 2016 relatif à la lutte intégrée contre les ennemis des cultures.

Namur, le 10 novembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/206079]

10. NOVEMBER 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung über den integrierten Pflanzenschutz

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.134;

Aufgrund des Dekrets vom 10. Juli 2013 über einen Rahmen für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches, des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe und des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft, Artikel 3, 5 und 8;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 20. Februar 2014, genehmigt am 10. März 2014, und vom 15. September 2016;

Aufgrund der am 10. März 2014 abgegebenen Stellungnahme Nr. 2014/000629 der autonomen Begutachtungsstelle für die nachhaltige Entwicklung;

Aufgrund der am 14. April 2014 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 24. April 2014 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 25. Juni 2014 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 56.291/4;

Aufgrund des Berichts vom 18. März 2016, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

In der Erwägung, dass die Richtlinie 2009/128/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über einen Aktionsrahmen der Gemeinschaft für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden, teilweise umgesetzt durch das Dekret vom 10. Juli 2013 über einen Rahmen für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches, des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe und des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft, einen ergänzenden Umsetzungsakt erfordert;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2009/128/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über einen Aktionsrahmen der Gemeinschaft für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Minister: der Minister für Landwirtschaft;

2° Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 3 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

3° Dienststelle: die Direktion der Qualität der Abteilung Entwicklung der Verwaltung;

4° Grundsätze: die im Anhang festgelegten allgemeinen Grundsätze in Sachen integrierter Pflanzenschutz;

5° Betrieb: alle Produktionseinheiten, die von ein und demselben Landwirt autonom verwaltet werden, insofern sich mindestens ein Teil der Einheiten in der Wallonischen Region befindet;

6° Pflanzenschutzmittel: ein Mittel im Sinne von Artikel 3 der Verordnung (EG) Nr. 1107/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über das Inverkehrbringen von Pflanzenschutzmitteln und zur Aufhebung der Richtlinien 79/117/EWG und 91/414/EWG des Rates;

7° integrierter Pflanzenschutz: der integrierte Pflanzenschutz im Sinne von Artikel 2 Ziffer 3 des Dekrets vom 10. Juli 2013 über einen Rahmen für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches, des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, des Gesetzes vom 10. Dezember 2013 über die nichtschiffbaren Wasserläufe und des Dekrets vom 28. Juli 1967 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft;

8° Anwender: jeder berufliche Anwender, der als natürliche oder juristische Person und unabhängig von seiner Rechtsform im Zuge seiner beruflichen Tätigkeit Pflanzenschutzmittel verwendet, oder in dessen Verantwortungsbereich die Benutzung von Pflanzenschutzmitteln liegt, die für eine berufliche Verwendung bestimmt sind, einschließlich der Anwender, Techniker, Arbeitgeber sowie Selbstständigen in der Landwirtschaft und anderen Sektoren;

9° Leitfaden: der von einem technischen Ausschuss vorgeschlagene und von dem Minister oder dem als Beauftragter des Ministers benannten Leiter der Dienststelle genehmigte Text, in dem die im Lastenheft angeführten Anforderungen zu einem besseren Verständnis erläutert werden, in dem weitere Informationen zum Lastenheft zwecks der ordnungsgemäßen Anwendung der im Anhang festgelegten allgemeinen Grundsätze des integrierten Pflanzschutzes gegeben werden, und in dem die Fälle, in denen bestimmte Grundsätze nicht anwendbar sind, und die vorzunehmenden Anpassungen an die Anforderungen des Lastenheftes angegeben werden, die für bestimmte Kulturen notwendig sind;

10° invasive gebietsfremde Art: eine gebietsfremde Art, von deren Einbringung oder Verbreitung einer Risikobewertung zufolge eine Gefahr für Biodiversität und Ökosystemdienstleistungen ausgeht und die auch nachteilige Auswirkungen auf die menschliche Gesundheit oder die Wirtschaft haben kann;

11° Quarantäneorganismen: Schadorganismen nach den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 10. August 2005 über die Bekämpfung der Organismen, die für Pflanzen und pflanzliche Produkte schädlich sind;

12° Richtlinie 2009/128/EG: die Richtlinie 2009/128/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über einen Aktionsrahmen der Gemeinschaft für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden.

Art. 3 - § 1 - Der vorliegende Erlass ist anwendbar:

1° auf die Anwender von Pflanzenschutzmitteln, die in der Wallonischen Region im Rahmen des integrierten Pflanzenschutzes Pflanzenschutzmittel anwenden;

2° auf die Prüfstellen, die zugelassen sind, um die Beachtung der im Anhang angeführten Grundsätze in den Betrieben und Unternehmen zu überwachen.

§ 2 - Der vorliegende Erlass ist nicht anwendbar:

1° im Rahmen der Bekämpfung der invasiven gebietsfremden Arten;

2° im Rahmen der Bekämpfung der Quarantäneorganismen;

3° im Rahmen der Bekämpfung der Schadorganismen der Pflanzen nach den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 19. November 1987 über die Bekämpfung der Schadorganismen von Pflanzen und Pflanzenerzeugnissen;

4° im Rahmen der gezielten Behandlung durch Sprühgeräte mit Zerstäuberlanze oder Rückenspritze gegen *Carduus crispus*, *Cirsium lanceolatum*, *Cirsium arvense*, *Rumex crispus*, *Rumex obtusifolius*.

KAPITEL II — *Technischer Ausschuss*

Art. 4 - Es wird ein technischer Ausschuss eingerichtet, der:

1° alle technischen Fragen bezüglich des integrierten Pflanzenschutzes prüft;

2° die Anwendbarkeit der Grundsätze auf die verschiedenen Sektoren und Kulturen beurteilt;

3° den Entwurf des Leitfadens ausarbeitet.

Auf der Grundlage der in Absatz 1 Ziffer 1 und 2 erwähnten Prüfungen und Beurteilungen schlägt der technische Ausschuss die an dem in Artikel 6 erwähnten Lastenheft vorzunehmenden Änderungen vor, um dieses Lastenheft an die Entwicklung der Technischen und Kenntnisse im Bereich des integrierten Pflanzenschutzes anzupassen.

Art. 5 - § 1 - Auf Vorschlag der betreffenden Strukturen, Vereinigungen oder Organisationen ernennt der Minister die Mitglieder des technischen Ausschusses und ihre Stellvertreter.

Der technische Ausschuss setzt sich aus folgenden Personen zusammen:

1° zwei Vertretern der Dienststelle, die den Vorsitz und die Sekretariatsführung gewährleisten;

2° ein Vertreter der Direktion Forschung und Entwicklung der Verwaltung;

3° ein Vertreter der Abteilung Umwelt und Wasser der Verwaltung;

4° ein Vertreter der öffentlichen Akteure des Wasserkreislaufs;

5° ein Vertreter der Umweltschutzvereinigungen;

6° zwei Vertreter der wallonischen landwirtschaftlichen Vereinigungen;

7° ein Vertreter des Erzeugerkollegiums für den betreffenden Sektor;

8° ein Vertreter jedes der zugelassenen Pilotzentren für die Entwicklung und Verbreitung der wissenschaftlichen Kenntnisse;

9° zwei Vertreter der in Anwendung des vorliegenden Erlasses zugelassenen Prüfstellen.

§ 2 - Der technische Ausschuss kann externe Sachverständige zu Rate ziehen, falls es sich um eine technisch anspruchsvolle Thematik handelt. Er kann zudem Beobachter der anderen föderierten Gebietskörperschaften einladen.

§ 3 - Der technische Ausschuss erstellt seine eigene allgemeine Dienstordnung.

KAPITEL III — *Verpflichtungen der Anwender*

Art. 6 - § 1 - Alle Anwender wenden die im Anhang festgelegten Grundsätze an.

Die Grundsätze werden in einem von dem Minister festgelegten Lastenheft erläutert.

Der Anwender kann sich bei einer zugelassenen Prüfstelle registrieren lassen, um das in Artikel 17 erwähnte Zertifikat "Integrierter Pflanzenschutz" zu erhalten.

Der Minister kann den Anhang abändern, um ihn an die Änderungen der Richtlinie 2009/128/EG und an die wissenschaftliche und technische Entwicklung der in vorliegendem Erlass behandelten Themenbereiche anzupassen.

§ 2 - Bei Anwendern, deren Produktionseinheiten dem System zur Kontrolle der ökologischen/biologischen Produktion gemäß der Verordnung (EG) Nr. 834/2007 des Rates vom 28. Juni 2007 über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen und zur Aufhebung der Verordnung (EWG) Nr. 2092/91 unterliegen, wird davon ausgegangen, dass sie stets die Grundsätze in den Kulturen ihrer Produktionseinheit anwenden.

Bei Anwendern, deren Produktionseinheiten dem System zur Kontrolle der integrierten Produktionsmethode für Kernobst gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. April 2004 über die Zulassung der integrierten Produktionsmethode für Kernobst, der Prüfverfahren sowie der diese Methode anwendenden Erzeuger unterliegen, wird davon ausgegangen, dass sie stets die Grundsätze in den Kulturen ihrer Produktionseinheit anwenden.

Art. 7 - Unbeschadet der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 10. August 2005 über die Bekämpfung von Organismen, die für Pflanzen und pflanzliche Stoffe schädlich sind, erfüllen die Anwender zur Beachtung der im Anhang angeführten Grundsätze die in dem in Artikel 6 erwähnten Lastenheft festgelegten Mindestanforderungen an ihre Kulturen.

Um zu prüfen, dass die Grundsätze beachtet werden, bestimmt der Minister die Modalitäten für die Registrierung der Daten hinsichtlich des Inhalts, der Fristen und der Speicherung.

Art. 8 - In Sonderfällen und nach einer günstigen Stellungnahme des in Artikel 4 erwähnten technischen Ausschusses kann die Dienststelle Abweichungen von den Auflagen des Lastenheftes gewähren, falls außergewöhnliche klimatische Bedingungen die Beachtung mancher Anforderungen nicht erlauben, falls ein erhebliches Gesundheitsrisiko im Zusammenhang mit den betreffenden Kulturen besteht, falls ein erhebliches Gesundheitsrisiko für den Erzeuger oder den Verbraucher besteht oder falls die Dringlichkeit dies gebietet.

KAPITEL IV — Prüfstellen

Art. 9 - Der Minister erteilt den in Artikel 3 § 1 Ziffer 2 erwähnten Prüfstellen die Zulassung.

Art. 10 - Die Zulassungsbedingungen der Prüfstellen werden wie folgt festgelegt:

1° die Prüfstelle ist eine durch die Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette (FASNK) nach den in Artikel 10 des Königlichen Erlasses vom 14. November 2003 über die Eigenkontrolle, die Meldepflicht und die Rückverfolgbarkeit in der Nahrungsmittelkette festgelegten Modalitäten zugelassene Stelle;

2° die Prüfstelle verfügt über angemessene Einrichtungen und Gerätschaften, die die Ausübung jeglicher zweckdienlicher Tätigkeiten im Zusammenhang mit den im Rahmen des integrierten Pflanzenschutzes erforderlichen Kontrollen ermöglichen;

3° die Prüfstelle verfügt auf belgischem Hoheitsgebiet über ein Büro, von dem aus die Kontrollen der Anwender organisiert werden und in dem das vollständige Register der erfolgten Kontrollen und der ausgestellten Zertifikate zur Verfügung steht;

4° die Prüfstelle verfügt über für die Durchführung von Kontrollen qualifiziertes Personal;

5° die Prüfstelle bezeichnet eine natürliche Person, die für die gesamten durchgeführten Kontrollen und die Verbindung zur Dienststelle verantwortlich ist;

6° die Prüfstelle garantiert die Unabhängigkeit des für die Durchführung der Kontrollen verantwortlichen Personals;

7° die Prüfstelle und ihr Personal dürfen sich nicht mit Tätigkeiten befassen, die ihre Unabhängigkeit oder ihre Integrität im Zusammenhang mit den Kontrollaufgaben beeinträchtigen können;

8° weder die Prüfstelle noch irgendein Mitglied ihres Personals dürfen ein Eigeninteresse im Zusammenhang mit den Kontrollergebnissen aufweisen;

9° die Prüfstelle besitzt eine Akkreditierung nach ISO 17 065 für das Lastenheft für den integrierten Pflanzenschutz oder sie erbringt übergangsweise den Beweis, dass ein Verfahren zu ihrer Akkreditierung nach derselben Norm bereits läuft.

Art. 11 - Das in Artikel 10 Ziffer 4 erwähnte Personal erfüllt folgende Anforderungen:

1° es besitzt wenigstens eine der folgenden Qualifikationen:

a) ein Masterabschluss der Fachrichtung Bioingenieurswesen oder Agrar- und Biowissenschaften oder ein Masterabschluss der Fachrichtung Wissenschaften, ein Abschluss als Industrieingenieur der Fachrichtung Agronomie oder ein Abschluss als Bachelor der Fachrichtung Agronomie oder Agrarwissenschaften;

b) ein Abschlusszeugnis der Oberstufe des Sekundarunterrichts im Bereich Landwirtschaft oder Gartenbau, unter der Bedingung, dass eine Erfahrung von wenigstens drei Jahren im Bereich des integrierten Schutzes der Kulturen nachgewiesen wird;

c) ein Masterabschluss der Veterinärmedizin, unter der Bedingung, dass eine Erfahrung im Bereich der Primärproduktion nachgewiesen wird;

2° über einen Arbeitsvertrag mit einer Laufzeit von mehr als zwölf Monaten verfügen sowie über ein Gehalt, das weder direkt von der Anzahl der durchgeführten Prüfungen abhängt, noch von deren Ergebnis;

3° außer gegenüber der Dienststelle der Verpflichtung zur Vertraulichkeit unterliegen hinsichtlich aller Informationen, die ihm bei der Ausübung seiner Tätigkeit im Rahmen der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses zur Kenntnis gelangen.

Bei den in Absatz 1 Buchstaben a) und c) erwähnten Abschlüssen kann es sich um gleichwertige Abschlüsse handeln, die vor der Einführung des Masterdiploms ausgestellt wurden.

Art. 12 - Die Prüfstelle übermittelt der Dienststelle ihren Zulassungsantrag.

Der Minister legt den Inhalt des Antrags und die Modalitäten für dessen Einreichung fest.

Art. 13 - § 1 - Um ihre Zulassung zu behalten muss die Prüfstelle:

1° eine Liste führen über:

a) die registrierten Anwender;

b) die kontrollierten Anwender;

c) die Anwender, die das in Artikel 17 erwähnte Zertifikat "Integrierter Pflanzenschutz" erhalten haben;

2° laufend über die durchgeführten Kontrollen Buch führen mit folgenden Angaben:

a) Art, Datum und Ergebnis der Kontrolle;

b) alle Angaben bezüglich der Beachtung der in dem Lastenheft der Parzellen angeführten Produktionsbedingungen;

c) den Namen des Kontrolleurs;

3° der Dienststelle eine Synthese der Kontrollberichte zur Verfügung stellen und ihr jegliche sonstige Dokumentation bezüglich der registrierten Anwender zur Verfügung halten;

4° die Dienststelle unverzüglich über jede wesentliche Änderung bezüglich ihrer Struktur, ihres Personals und der Organisation ihrer zulassungspflichtigen Tätigkeiten informieren;

5° jedem Anwender, der die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses beachtet, sich registrieren lässt und seine Beteiligung an den Kosten für die Kontrolle zahlt, Zugang zum Kontrollsystem garantieren;

6° Dritten keinerlei Informationen zur Verfügung stellen, die er im Rahmen ihrer Kontrollaufgaben von der Dienststelle oder den kontrollierten Anwendern erhalten hat, es sei denn, der Anwender, von dem die Informationen ausgeht, erlaubt dies schriftlich;

7° unangemeldet zusätzliche Kontrollen durchführen.

Die Prüfstelle übermittelt der Dienststelle spätestens am 31. März jeden Jahres eine elektronische Fassung der in Absatz 1 Ziffer 1 erwähnten Liste der Anwender und des in Absatz 1 Ziffer 2 erwähnten Kontrollbuchs nach dem von der Dienststelle festgelegten Format.

§ 2 - Der Minister legt den Inhalt der in Paragraph 1 Ziffer 1 erwähnten Liste fest.

§ 3 - Es werden Verfahren eingeleitet, um die Vertraulichkeit der in Paragraph 1 Ziffer 1, 2 und 3 erwähnten Angaben zu gewährleisten und die Daten, insofern sie elektronisch gespeichert werden, zu sichern.

Art. 14 - Der Minister ist befugt, die in Artikel 13 § 1 angeführten Verpflichtungen der Prüfstelle zu ergänzen und rein verfahrenstechnische Bedingungen hinzuzufügen, die für die Behandlung der Anträge der Einrichtungen erforderlich sind. Ebenso ist er befugt, die Liste der den Anträgen auf Zulassung beizufügenden Dokumente unter Beachtung der europäischen Gesetzgebung zu vervollständigen.

Art. 15 - Die zugelassenen Prüfstellen unterliegen der Kontrolle der Dienststelle. Diese kann sowohl bei der Prüfstelle als auch bei den Anwendern alle zweckdienlichen Informationen anfordern.

Art. 16 - § 1 - Der Minister nimmt die Aussetzung oder den Entzug der Zulassung der in Artikel 9 erwähnten Prüfstelle vor, falls:

1° die in Artikel 10 oder 13 erwähnten Bedingungen nicht mehr erfüllt sind;

2° die Stelle sich weigert, die erforderlichen Informationen oder Belege nach Anfrage der Dienststelle fristgerecht einzureichen;

3° die Prüfstelle Kontrollen behindert oder verhindert.

Die Prüfstelle wird vorab vom Generalinspektor der Abteilung Entwicklung der Verwaltung angehört und kann zur Unterstützung ihrer Verteidigung einen Schriftsatz vorlegen.

Diese Anhörung wird protokolliert.

Das Protokoll der Anhörung, der eventuelle Schriftsatz und alle sonstigen Elemente, die den Entzug rechtfertigen können, werden danach dem Minister unterbreitet.

§ 2 - Im Falle eines zeitweiligen oder endgültigen Entzugs der Zulassung hat die fragliche Prüfstelle auf eigene Kosten unverzüglich alle Anwender über diese amtliche Entscheidung zu informieren und sie auf die dringende Notwendigkeit aufmerksam zu machen, sich bei einer anderen Prüfstelle einzutragen. Sie überträgt ihre Akten auf die neuen Prüfstellen, bei denen sich die Anwender registrieren lassen.

Die Gewährung oder der Entzug der Zulassung wird im *Belgischen Staatsblatt* und auf den Webseiten des Internetportals der wallonischen Landwirtschaft veröffentlicht.

KAPITEL V — Ausstellung eines Zertifikats "Integrierter Pflanzenschutz"

Art. 17 - Das Zertifikat "Integrierter Pflanzenschutz" belegt die zufriedenstellende Kontrolle der Beachtung der im Anhang angeführten Grundsätze durch die Anwender innerhalb eines Betriebs oder eines Unternehmens. Der Zertifikat kann Teil eines zu anderen Zwecken ausgestellten Schriftstücks sein.

Art. 18 - Um ein Zertifikat "Integrierter Pflanzenschutz" zu erhalten muss der Anwender:

1° sich vorab bei einer zugelassenen Prüfstelle nach den vom Minister festgelegten Modalitäten registrieren lassen;

2° seinen Betrieb oder sein Unternehmen vorab einer Kontrolle durch die in Ziffer 1 erwähnte Prüfstelle unterwerfen, bei der geprüft wird, ob seine Methode für den integrierten Pflanzenschutz den im Anhang angeführten Anforderungen entspricht.

Der Betrieb oder das Unternehmen, der bzw. das in Absatz 1 Ziffer 2 erwähnt wird, wird wenigstens alle drei Jahre geprüft.

Art. 19 - § 1 - Die Prüfstelle prüft, ob die im Anhang angeführten Grundsätze im Betrieb oder im Unternehmen angemessen angewandt werden, indem sie die Beachtung der in dem in Artikel 6 erwähnten Lastenheft festgelegten Anforderungen kontrolliert. Sind die Anforderungen des Lastenhefts erfüllt, stellt sie dem Anwender ein Zertifikat aus, das eine Gültigkeitsdauer von drei Jahren hat.

Sind die Anforderungen des Lastenhefts erfüllt, setzt die Prüfstelle den Anwender per Einschreiben oder mittels elektronischer Einschreibeverfahren, durch die der Versand, der Zeitpunkt des Versands und die Identität des Absenders nachgewiesen werden können, von den festgestellten Regelwidrigkeiten in Kenntnis.

§ 2. Die in Artikel 13 § 1 Ziffer 7 erwähnten Kontrollen werden in Form von Stichproben durchgeführt bei wenigstens zehn Prozent (auf Jahresbasis) der Anwender, denen die Prüfstelle im Laufe der zwei vorhergehenden Jahre ein Zertifikat ausgestellt hat. Die Auswahl der zu kontrollierenden Betriebe oder Unternehmen erfolgt nach dem Zufallsprinzip innerhalb einer Liste von Anwendern, die ein das in Artikel 17 erwähnte Zertifikat "Integrierter Pflanzenschutz" erhalten haben. Diese Auswahl kann zudem anhand einer von der Prüfstelle durchgeführten Gefahrenanalyse ausgerichtet werden.

Die unangekündigte Kontrolle wird dem Anwender innerhalb von zwei bis fünf Tagen vorab mitgeteilt.

Außer bei höherer Gewalt oder außergewöhnlichen Umständen, die die Dienststelle anerkennt, führt die Weigerung der Kontrolle durch den Anwender zum Entzug des Zertifikats "Integrierter Pflanzenschutz" nach den in Artikel 20 § 1 Absätze 6 und 7 und §§ 2, 3 und 4 festgelegten Modalitäten.

Art. 20 - § 1 - Verschiedene Arten von Regelwidrigkeiten können bei einer Kontrolle der Anforderungen des Lastenhefts festgestellt werden:

1° schwerwiegende Regelwidrigkeiten: Regelwidrigkeiten, die innerhalb von drei Monaten nach ihrer Mitteilung zu beseitigen sind;

2° geringfügige Regelwidrigkeiten: Regelwidrigkeiten, die Gegenstand eines Korrekturmaßnahmen umfassenden Plans sind, der innerhalb von sechs Monaten nach der Mitteilung dieser Regelwidrigkeiten umzusetzen ist;

3° Anmerkungen.

Werden die in Absatz 1 Ziffer 1 angeführten Regelwidrigkeiten nicht innerhalb der vorgesehenen Frist beseitigt, weigert sich die Prüfstelle, dem Anwender das Zertifikat auszustellen, oder sie setzt es aus, bis eine Entscheidung in Anwendung von Artikel 20 § 3 gefasst wird.

Die Prüfstelle setzt den Anwender davon in Kenntnis per Einschreiben oder mittels elektronischer Einschreibeverfahren, durch die der Versand, der Zeitpunkt des Versands und die Identität des Absenders nachgewiesen werden können, und sie übermittelt der Dienststelle eine Kopie der Akte.

Der Anwender kann gegebenenfalls der Dienststelle innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Datum des Eingangs der von der Prüfstelle ausgestellten Weigerung per Einschreiben oder mittels elektronischer Einschreibeverfahren, durch die der Versand, der Zeitpunkt des Versands und die Identität des Absenders nachgewiesen werden können, seine Verteidigungsmittel übermitteln.

Wird der in Absatz 1 Ziffer 2 erwähnte Aktionsplan nicht verfasst oder innerhalb der vorgesehenen Frist umgesetzt, weigert sich die Prüfstelle, dem Anwender das Zertifikat auszustellen, oder sie setzt es aus, bis eine Entscheidung in Anwendung von Artikel 20 § 3 gefasst wird.

Die Prüfstelle setzt den Anwender davon in Kenntnis per Einschreiben oder mittels elektronischer Einschreibeverfahren, durch die der Versand, der Zeitpunkt des Versands und die Identität des Absenders nachgewiesen werden können, und sie übermittelt der Dienststelle eine Kopie der Akte.

Der Anwender kann gegebenenfalls der Dienststelle innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Datum des Eingangs der von der Prüfstelle ausgestellten Weigerung per Einschreiben oder mittels elektronischer Einschreibeverfahren, durch die der Versand, der Zeitpunkt des Versands und die Identität des Absenders nachgewiesen werden können, seine Verteidigungsmittel übermitteln.

§ 2 - Zur Prüfung der Verteidigungsmittel des Anwenders kann die Dienststelle ihn per Einschreiben oder mittels elektronischer Einschreibeverfahren, durch die der Versand, der Zeitpunkt des Versands und die Identität des Absenders nachgewiesen werden können, vorladen, um ihm zu ermöglichen, ergänzende Informationen vorzubringen oder ergänzende Belege vorzulegen. Ein kurzer Bericht über das Gespräch wird unmittelbar abgefasst und durch den zuständigen Beamten unterzeichnet, der ihn dem Anwender unterbreitet, damit dieser ihn gegenzeichnet. Weitere Personen können aufgefordert werden, an dem Gespräch teilzunehmen oder zu einem späteren Zeitpunkt angehört zu werden. Diese gegebenenfalls durchgeführte spätere Anhörung erfolgt in Anwesenheit des Anwenders oder zumindest nachdem dieser ordnungsgemäß vorgeladen wurde.

§ 3 - Nach Ablauf des in den Paragraphen 1 und 2 erwähnten Verfahrens trifft die Dienststelle ihre Entscheidung innerhalb von drei Monaten nach Zustellung der Verteidigungsmittel des Anwenders. Fällt diese Entscheidung negativ aus, wird das Zertifikat entzogen oder verweigert. Ein neues Zertifikat kann dem Anwender nur dann ausgestellt werden, falls eine erneute Kontrolle belegt, dass er die im Anhang angeführten Grundsätze des integrierten Pflanzenschutzes beachtet.

§ 4 - Falls im Rahmen einer Beschwerde Sachverständigenkosten entstanden sind der Beschluss der Prüfstelle bestätigt wird, trägt der Anwender diese Kosten und der zuständige Beamte fordert den Betreffenden per Einschreiben oder mittels elektronischer Einschreibeverfahren, durch die der Versand, der Zeitpunkt des Versands und die Identität des Absenders nachgewiesen werden können, auf, innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Datum der Zustellung der Zahlungsaufforderung, diese zu zahlen. Wird der Beschluss der Prüfstelle widerlegt, so gehen die Sachverständigenkosten zu Lasten der Prüfstelle. Je nach Fall übermittelt der Anwender bzw. die Prüfstelle der Dienststelle per Einschreiben oder mittels elektronischer Einschreibeverfahren, durch die der Versand, der Zeitpunkt des Versands und die Identität des Absenders nachgewiesen werden können, den Zahlungsbeweis innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Zahlungsdatum.

KAPITEL VI — Sanktionen

Art. 21 - Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden ermittelt, festgestellt, verfolgt und geahndet gemäß den Bestimmungen von Buch I des Umweltgesetzbuches, des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft und des Dekrets vom 10. Juli 2013 über einen Rahmen für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches, des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe und des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft.

Art. 22 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. November 2016

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion
R. COLLIN

ANHANG

Allgemeine Grundsätze des integrierten Pflanzenschutzes

1. Die Vorbeugung und/oder Bekämpfung von Schadorganismen sollte neben anderen Optionen insbesondere wie folgt erreicht oder unterstützt werden:

- 1.1. Fruchtfolge,
- 1.2. Anwendung geeigneter Kultivierungsverfahren (z.B. Unkrautbekämpfung im abgesetzten Saatbett vor der Saat/Pflanzung, Aussaattermine und -dichte, Untersaat, konservierende Bodenbearbeitung, Schnitt und Direktsaat),
- 1.3. gegebenenfalls Verwendung resistenter/toleranter Sorten und von Standardsaat- und -pflanzgut/zertifiziertem Saat und Pflanzgut,
- 1.4. Anwendung ausgewogener Dünge-, Kalkungs- und Bewässerungs-/Drainageverfahren,
- 1.5. Vorbeugung gegen die Ausbreitung von Schadorganismen durch Hygienemaßnahmen (z.B. durch regelmäßiges Reinigen der Maschinen und Geräte),

1.6. Schutz und Förderung wichtiger Nutzorganismen, z.B. durch geeignete Pflanzenschutzmaßnahmen oder die Nutzung ökologischer Infrastrukturen innerhalb und außerhalb der Anbau- oder Produktionsflächen.

2. Schadorganismen müssen mit geeigneten Methoden und Instrumenten, sofern solche zur Verfügung stehen, überwacht werden. Zu diesen geeigneten Instrumenten sind unter anderem Beobachtungen vor Ort und Systeme für wissenschaftlich begründete Warnungen, Voraussagen und Frühdiagnosen, sofern dies möglich ist, sowie die Einholung von Ratschlägen beruflich qualifizierter Berater zu zählen.

3. Auf der Grundlage der Ergebnisse der Überwachung muss der berufliche Anwender entscheiden, ob und wann er Pflanzenschutzmaßnahmen anwenden will. Solide und wissenschaftlich begründete Schwellenwerte sind wesentliche Komponenten der Entscheidungsfindung. Bei der Entscheidung über eine Behandlung gegen Schadorganismen sind wenn möglich die für die betroffene Region, die spezifischen Gebiete, die Kulturpflanzen und die besonderen klimatischen Bedingungen festgelegten Schwellenwerte zu berücksichtigen.

4. Nachhaltigen biologischen, physikalischen und anderen nichtchemischen Methoden ist der Vorzug vor chemischen Methoden zu geben, wenn sich mit ihnen ein zufrieden stellendes Ergebnis bei der Bekämpfung von Schädlingen erzielen lässt.

5. Die eingesetzten Pestizide müssen so weit zielartenspezifisch wie möglich sein und die geringsten Nebenwirkungen auf die menschliche Gesundheit, Nichtzielorganismen und die Umwelt haben.

6. Der berufliche Anwender sollte die Verwendung von Pestiziden und andere Bekämpfungsmethoden auf das notwendige Maß begrenzen (z.B. durch Verringerung der Aufwandmenge, verringerte Anwendungshäufigkeit oder Teilflächenanwendung), wobei er berücksichtigen muss, dass die Höhe des Risikos für die Vegetation akzeptabel sein muss und das Risiko der Entwicklung von Resistenzen in den Schadorganismenpopulationen nicht erhöht werden darf.

7. Wenn ein Risiko der Resistenz gegen Pflanzenschutzmaßnahmen bekannt ist und der Umfang des Befalls mit Schadorganismen wiederholte Pestizidanwendungen auf die Pflanzen erforderlich macht, sind verfügbare Resistenzvermeidungsstrategien anzuwenden, um die Wirksamkeit der Produkte zu erhalten. Dazu kann die Verwendung verschiedener Pestizide mit unterschiedlichen Wirkungsweisen gehören.

8. Der berufliche Anwender muss auf der Grundlage der Aufzeichnungen über Pestizidanwendungen und der Überwachung von Schadorganismen den Erfolg der angewandten Pflanzenschutzmaßnahmen überprüfen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Oktober 2016 über den integrierten Pflanzenschutz beigefügt zu werden.

Namur, den 10. November 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/206079]

**10 NOVEMBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de geïntegreerde gewasbescherming**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, artikel D.134;

Gelet op het decreet van 10 juli 2013 tot vaststelling van een kader ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden en tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek, Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen en het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw, de artikelen 3, 5 en 8;

Gelet op het overleg gepleegd tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 20 februari 2014, goedgekeurd op 10 maart 2014 en op 15 september 2016;

Gelet op het advies nr. 2014/000629 van de Autonome adviescel voor Duurzame ontwikkeling, gegeven op 10 maart 2014;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 april 2014;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 24 april 2014;

Gelet op het advies 56.291/4 van de Raad van State, gegeven op 25 juni 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het rapport van 18 maart 2016, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Overwegende dat Richtlijn 2009/128/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van een kader voor communautaire actie ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden gedeeltelijk omgezet door het decreet van 10 juli 2003 tot vaststelling van een kader ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden en tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek, Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen en het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw een aanvullende akte tot omzetting vereist;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Bij dit besluit wordt Richtlijn 2009/128/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van een kader voor communautaire actie ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden gedeeltelijk omgezet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de Minister : de Minister van Landbouw;

2° de Administratie : de Administratie in de zin van artikel D.3, 3°, van het Waalse Landbouwwetboek;

3° de dienst : de Directie Kwaliteit van het Departement Ontwikkeling van de Administratie;

4° de beginselen : de algemene beginselen inzake geïntegreerde gewasbescherming, zoals bepaald in bijlage;

5° het bedrijf : het geheel van de door de landbouwer autonoom beheerde en uitgebatede productie-eenheden voor zover minstens een deel van de eenheden in het Waalse Gewest gelegen is;

6° een gewasbeschermingsmiddel: een middel in de zin van artikel 3 van Verordening (EG) nr. 1107/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 betreffende het op de markt brengen van gewasbeschermingsmiddelen en tot intrekking van de Richtlijnen 79/117/EEG en 91/414/EEG van de Raad;

7° de geïntegreerde gewasbescherming : de geïntegreerde gewasbescherming bedoeld in artikel 2, 3°, van het decreet van 10 juli 2013 tot vaststelling van een kader ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden en tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek, Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen en het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw;

8° de gebruiker : elke vakman, natuurlijke of rechtspersoon, ongeacht de rechtspositie van deze persoon, die gewasbeschermingsmiddelen gebruikt of de verantwoordelijkheid draagt voor het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen die bestemd zijn voor een professioneel gebruik tijdens zijn beroepsactiviteit, met inbegrip van de bedieners van toepassingsapparatuur, technici, werkgevers en zelfstandigen zowel in de landbouwsector als in andere sectoren;

9° de handleiding : de tekst voorgesteld door een technisch comité en goedgekeurd door de Minister of de verantwoordelijke van de dienst aangewezen als afgevaardigde van de Minister, die de eisen vermeld in het productdossier uitlegt om het begrip ervan te vergemakkelijken, die elke informatie bijkomend aan het productdossier verstrekt om de goede toepassing van de algemene principes van geïntegreerde bestrijding bedoeld in de bijlage mogelijk te maken en die de gevallen vermeldt waarbij bepaalde principes niet toepasbaar zijn en de aanpassingen die aan de eisen van het productdossier moeten worden gebracht voor bepaalde gewassen;

10° een invasief exotisch soort : een exotische soort waarvan de invoering of de verspreiding, na evaluatie van de risico's, een bedreiging is gaan vormen voor de biodiversiteit en ecosystemische diensten, en die ook negatieve gevolgen kan hebben voor de menselijke gezondheid of de economie;

11° quarantaineorganismen : schadelijke organismen geregeld bij het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen;

12° Richtlijn 2009/128/EG : Richtlijn 2009/128/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van een kader voor communautaire actie ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden.

Art. 3. § 1. Dit besluit is van toepassing op :

1° de gebruikers van gewasbeschermingsmiddelen die gewasbeschermingsmiddelen in het Waalse Gewest gebruiken in het kader van de gewasbescherming;

2° de controleorganen erkend om de naleving te controleren van de principes bedoeld in bijlage in de bedrijven en ondernemingen.

§ 2. Dit besluit is niet van toepassing :

1° in het kader van de bestrijding van invasieve exotische soorten;

2° in het kader van de bestrijding van quarantaineorganismen;

3° in het kader van de bestrijding van voor planten schadelijke organismen bedoeld in het koninklijk besluit van 19 november 1987 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen;

4° in het kader van lokale behandelingen met een sproeislang of een rugsproeier tegen *Carduus crispus*, *Cirsium lanceolatum*, *Cirsium arvense*, *Rumex crispus* en *Rumex obtusifolius*

HOOFDSTUK II. — *Technisch comité*

Art. 4. Er wordt een Technisch comité opgericht dat :

1° alle technische vragen betreffende de geïntegreerde gewasbescherming onderzoekt;

2 de toepasselijkheid van de principes op de verschillende sectoren en de verschillende gewassen evalueert;

3° het project van handleiding opstelt.

Op basis van de onderzoeken en evaluaties bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, stelt het Technisch comité de wijzigingen voor die aan het productdossier bedoeld in artikel 6 moeten worden aangebracht, om het productdossier aan te passen aan de evolutie van de technieken en kennis in het domein van de geïntegreerde gewasbescherming.

Art. 5. § 1. Op de voordracht van de betrokken structuren, verenigingen of instellingen benoemt de Minister de leden van het technisch Comité en hun plaatsvervangers.

Het technisch Comité bestaat uit :

- 1° twee vertegenwoordigers van de dienst, die het voorzitterschap en het secretariaat verzorgen;
- 2° één vertegenwoordiger van de Directie Onderzoek en Ontwikkeling van de Administratie;
- 3° een vertegenwoordiger van het Departement Leefmilieu en Water van de Administratie;
- 4° een vertegenwoordiger van de openbare operatoren van de watercyclus;
- 5° een vertegenwoordiger van de verenigingen voor milieubescherming;
- 6° twee vertegenwoordigers van de Waalse landbouwverenigingen;
- 7° een vertegenwoordiger van het producentencollege voor de betrokken sector;
- 8° een vertegenwoordiger van elk van de pilootcentra erkend voor de ontwikkeling en de vulgarisatie;
- 9° twee vertegenwoordigers van de controleorganen erkend krachtens dit besluit.

§ 2. Het technisch Comité kan een beroep doen op externe deskundigen als het technisch karakter van het onderwerp dit vereist. Hij kan waarnemers van de andere deelstaten uitnodigen.

§ 3. Het technisch Comité maakt zijn eigen huishoudelijk reglement op.

HOOFDSTUK III. — *Verplichtingen van de gebruikers*

Art. 6. § 1. Alle gebruikers passen de in bijlage bedoelde beginselen toe.

De beginselen worden omschreven in een productdossier opgesteld door de Minister.

De gebruiker kan zich laten registreren bij een erkend controleorgaan om het certificaat "geïntegreerde gewasbescherming" bedoeld in artikel 17 te krijgen.

De Minister kan de bijlage wijzigen om ze aan te passen aan de wijzigingen van Richtlijn 2009/128/EG en aan de wetenschappelijke en technische evoluties van de onderwerpen behandeld bij dit besluit.

§ 2. De gebruikers waarvan de productie-eenheden aan het controlesysteem van de biologische productie worden onderworpen, vastgesteld door Verordening EG nr. 834/2007 van de Raad van 28 juni 2007 inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten en tot intrekking van Verordening (EEG) nr. 2092/91, worden geacht de beginselen voor de gewassen aanwezig in de productie-eenheden ambtshalve toe te passen.

De gebruikers waarvan de productie-eenheden aan het controlesysteem worden onderworpen van de geïntegreerde productie voor pitfruit bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2004 tot erkenning van de geïntegreerde productiemethode voor pitfruit, de controleorganen en de producenten die volgens deze methode telen, worden geacht de beginselen voor de gewassen aanwezig in de productie-eenheden ambtshalve toe te passen.

Art. 7. Onverminderd het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen, om de beginselen bedoeld in bijlage na te leven, moeten de gebruikers aan de minimale eisen voldoen betreffende hun gewassen en bepaald in het productdossier bedoeld in artikel 6.

Om de verificatie van de naleving van de beginselen mogelijk te maken, bepaalt de Minister de nadere regels voor de registratie van de gegevens in termen van inhoud, termijn en instandhouding.

Art. 8. De dienst kan, in uitzonderlijke gevallen en op gunstig advies van het technisch Comité bedoeld in artikel 4, afwijkingen voorzien voor de voorschriften van het productdossier wanneer bijzondere klimatologische omstandigheden de naleving van sommige eisen niet mogelijk maken, wanneer er een belangrijk sanitair risico bestaat inzake de betrokken gewassen, wanneer er een belangrijk sanitair risico bestaat voor de producent of de consument of wanneer de dringende noodzaak het oplegt.

HOOFDSTUK IV. — *Controle-instellingen*

Art. 9. De controle-instellingen bedoeld in artikel 3, § 1, 2° worden door de Minister erkend.

Art. 10. De erkenningsvoorwaarden van de controle-instellingen worden vastgelegd als volgt :

1° de controle-instelling is een instelling erkend door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, afgekort "F.A.V.V.", volgens de modaliteiten omschreven in artikel 10 van het koninklijk besluit van 14 november 2003 betreffende autocontrole, meldingsplicht en traceerbaarheid in de voedselketen;

2° de instelling beschikt over de aangepaste installaties en uitrustingen met het oog op de uitvoering van alle nuttige activiteiten in verband met de controles opgelegd voor de geïntegreerde gewasbescherming;

3 de instelling beschikt op het grondgebied van België over een kantoor waar de controles van de gebruikers worden georganiseerd en waar het volledige register van de uitgevoerde controles en van de afgeleverde getuigschriften beschikbaar is;

4° de instelling beschikt over gekwalificeerd personeel voor de controles;

5° de instelling duidt een natuurlijke persoon aan die verantwoordelijk is voor het geheel van de uitgevoerde controles en voor het contact met de dienst;

6° de instelling garandeert de onafhankelijkheid van beoordeling van het personeel dat verantwoordelijk is voor de uitvoering van de controles;

7° de instelling en haar personeel wagen zich aan geen enkele activiteit die onverenigbaar is met hun onafhankelijkheid van beoordeling en hun integriteit wat betreft hun controle-activiteit;

8° de instelling noch haar personeelsleden mogen een rechtstreeks belang hebben in verband met het resultaat van de controles;

9° de instelling beschikt over een accreditatie volgens de norm ISO 17 065 voor het productdossier betreffende de geïntegreerde gewasbescherming of, bij wijze van overgangsmaatregel, moet zij het bewijs leveren dat de accreditatie in uitvoering is volgens dezelfde norm.

Art. 11. Het personeel bedoeld in artikel 10, 4°, moet aan de volgende eisen voldoen :

1° minstens beschikken over één van de volgende kwalificaties :

a) een diploma master bio-ingenieur of master landbouwkundige en industriële levenswetenschappen of een diploma master industriële ingenieurswetenschappen in landbouwkunde of een diploma bachelor in landbouwkunde of landbouwkundige wetenschappen;

b) een diploma van het hoger secundair onderwijs in de landbouw of tuinbouw, op voorwaarde dat het bewijs wordt geleverd van een ervaring van minstens drie jaar inzake de geïntegreerde bescherming van de gewassen;

c) een diploma van master in de diergeneeskunde op voorwaarde dat het bewijs wordt geleverd van een ervaring inzake de primaire productie;

2° beschikken over een arbeidsovereenkomst van meer dan twaalf maanden en over een bezoldiging die niet rechtstreeks afhangt van het aantal uitgevoerde veldkeuringen, noch van hun resultaten;

3° gehouden zijn tot een verplichting tot vertrouwelijkheid voor alles wat hij verneemt in de uitoefening van zijn functies in het kader van de bepalingen van dit besluit, behalve t.o.v. de dienst.

De diploma's bedoeld in het eerste lid, a) en c), kunnen een gelijkwaardig diploma zijn, vóór het verlenen van het diploma van master.

Art. 12. De controle-instelling richt zijn erkenningsaanvraag aan de dienst.

De Minister bepaalt de inhoud en de modaliteiten van de aanvraag.

Art. 13. § 1. Om haar erkenning te behouden, moet de controle-instelling :

1° een lijst bijhouden :

a) van de geregistreerde gebruikers;

b) van de gecontroleerde gebruikers;

c) van de gebruikers die het certificaat "geïntegreerde gewasbescherming" bedoeld in artikel 17 hebben gekregen;

2° een register van de uitgevoerde controles bijhouden waarin worden opgenomen:

a) de aard, de datum en het resultaat van de controle;

b) alle gegevens betreffende de naleving van de productievoorwaarden opgenomen in het productdossier;

c) de naam van de controleur;

3° een synthese van de verslagen van de controles ter beschikking stellen van de dienst en alle andere documentatie betreffende de geregistreerde gebruikers ter beschikking houden van de dienst;

4° de dienst onmiddellijk informeren over elke belangrijke wijziging in zijn structuur, zijn personeel en zijn organisatie wat betreft de activiteiten die aan de erkenning worden onderworpen;

5° de toegang tot het controlesysteem verzekeren voor elke gebruiker die de bepalingen van dit besluit naleeft, zich registreert en zijn bijdrage in de controlekosten betaalt;

6° geen enkele informatie ter beschikking van derden stellen die in het kader van de controleopdrachten is ingezameld en die afkomstig is van de dienst of de gecontroleerde gebruikers, behalve schriftelijke machtiging van de gebruiker die aan de basis ligt van de informatie;

7° onverwachte bijkomende controles uitvoeren.

De controle-instelling deelt de dienst een elektronische versie mee van de lijst van de gebruikers bedoeld in het eerste lid, 1°, en van het register van de controles bedoeld in het eerste lid, 2°, volgens het formaat bepaald door de dienst, uiterlijk 31 maart van elk jaar.

§ 2. De Minister bepaalt de inhoud van de lijst bedoeld in paragraaf 1, 1°.

§ 3. Procedures worden ten uitvoer gelegd om de integriteit van de gegevens bedoeld in paragraaf 1, 1°, 2° en 3° te beschermen, en om de vrijwaring ervan in stand te houden als ze onder digitaal formaat worden bewaard.

Art. 14. De Minister wordt ertoe gemachtigd om met inachtneming van de Europese wetgeving de in artikel 13, § 1 bedoelde verplichtingen van de instelling aan te vullen en om zuiver procedurele bijkomende voorwaarden toe te voegen, die vereist worden voor de behandeling van de aanvragen van de instellingen, alsmede de lijst van de documenten die bij de erkenningsaanvragen te voegen zijn.

Art. 15. De erkende controle-instellingen worden onderworpen aan de controle van de dienst. De dienst kan elke nuttige informatie vragen zowel aan de controle-instelling als aan de gebruikers.

Art. 16. § 1. De Minister schorst de erkenning van de controle-instelling bedoeld in artikel 9 of trekt deze in, als :

1° de voorwaarden bedoeld in de artikelen 10 of 13 niet meer worden nageleefd;

2° de instelling de door de bevoegde dienst gevraagde gegevens of stukken binnen de voorgeschreven termijn weigert te verstrekken;

3° de controles belemmerd of belet worden door de instelling.

De controle-instelling wordt vooraf gehoord door de inspecteur-generaal van het Departement Ontwikkeling van de Administratie en kan een memorie onderwerpen ter staving van haar verdediging.

Een proces-verbaal van het horen wordt opgemaakt.

Het proces-verbaal, de eventuele memorie en alle andere elementen die de intrekking van de erkenning kunnen verantwoorden, worden daarna onderworpen aan de Minister.

§ 2. In geval van tijdelijke of definitieve intrekking van zijn erkenning moet de betrokken controle-instelling op zijn kosten zonder uitstel al de gebruikers die zij heeft geregistreerd van de officiële beslissing verwittigen en hun aandacht vestigen op de dringende noodzaak zich in te schrijven bij een andere controle-instelling. Zij maakt hun dossiers over aan de nieuwe controle-instellingen waarbij de gebruikers zich registreren.

Elke erkenning of intrekking ervan wordt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van het Portaal van de landbouw bekendgemaakt.

HOOFDSTUK V. — *Uitreiking van een certificaat "geïntegreerde gewasbescherming"*

Art. 17. Het certificaat "geïntegreerde gewasbescherming" bevestigt de gunstige controle van de naleving van de beginselen bedoeld in de bijlage door de gebruikers binnen een bedrijf of een onderneming. Het certificaat kan voorkomen op een document dat uitgegeven is voor andere doeleinden.

Art. 18. Om een certificaat "geïntegreerde gewasbescherming" te krijgen, moet de gebruiker :

1° zich voorafgaandelijk laten registreren bij een erkende controle-instelling, volgens de modaliteiten bepaald door de Minister;

2° zijn bedrijf of zijn onderneming voorafgaandelijk onderwerpen aan de controle van de instelling bedoeld in 1° die nagaat of haar methode van geïntegreerde gewasbescherming overeenkomt met de eisen van de beginselen bedoeld in de bijlage.

Het bedrijf of de onderneming bedoeld in het eerste lid, 2°, wordt ten minste eens in de drie jaar gecontroleerd.

Art. 19. § 1. De controle-instelling verifieert dat de beginselen bedoeld in de bijlage nauwkeurig worden toegepast in het bedrijf of de onderneming, door de voorschriften te controleren die in het productdossier bedoeld in artikel 6 van het besluit worden vastgelegd. Zij verleent aan de gebruiker een certificaat dat drie jaar geldig is als de voorschriften van het productdossier worden vervuld.

Als de voorschriften van het productdossier niet zijn vervuld, geeft de controle-instelling aan de gebruiker kennis van de vastgestelde non-conformiteiten bij aangetekende brief of bij aangetekend elektronisch schrijven waarbij het bewijs van de verzending en van het ogenblik van de verzending bekomen kan worden, evenals het bewijs van de identiteit van de verzender.

§ 2. De controles bedoeld in artikel 13, § 1, 7°, worden steekproefsgewijs uitgevoerd bij minstens tien percent op jaarbasis van de gebruikers waaraan de instelling een certificaat heeft verleend tijdens de twee vorige jaren. De keuze van de te controleren bedrijven of ondernemingen gebeurt toevalligsgewijs binnen de lijst van de gebruikers die een certificaat "geïntegreerde gewasbescherming" bedoeld in artikel 17 hebben gekregen en kan worden georiënteerd d.m.v. een risicoanalyse uitgevoerd door de instelling.

De onverwachte controle wordt aan de gebruiker aangekondigd tijdens de twee tot vijf werkdagen die eraan voorafgaan.

Behalve in de gevallen van overmacht of in uitzonderlijke omstandigheden aanvaard door de dienst heeft de weigering van een controle door de gebruiker de intrekking van het certificaat "geïntegreerde gewasbescherming" tot gevolg volgens de modaliteiten omschreven in artikel 20, § 1, leden 6 en 7, en §§ 2, 3 en 4.

Art. 20. § 1. Verschillende soorten van non-conformiteit aan de voorschriften van het productdossier kunnen worden vastgesteld tijdens de controle:

1° belangrijke non-conformiteiten : non-conformiteiten die binnen de drie maanden na hun kennisgeving moeten worden verwijderd

2° secundaire non-conformiteiten : non-conformiteiten die het voorwerp uitmaken van een correctief actieplan dat uitgevoerd wordt binnen een termijn van zes maanden na de kennisgeving van de non-conformiteiten;

3° opmerkingen.

Als binnen de vastgestelde termijn de non-conformiteiten bedoeld in het eerste lid, 1° niet verholpen worden, wordt het certificaat aan de gebruiker door de controle-instelling geweigerd of wordt het opgeschort uiterlijk tot een beslissing wordt genomen overeenkomstig artikel 20, § 3.

De controle-instelling brengt de gebruiker op de hoogte bij aangetekende brief of bij aangetekend elektronisch schrijven waarbij het bewijs van de verzending en van het ogenblik van de verzending bekomen kan worden, evenals het bewijs van de identiteit van de verzender, en maakt een afschrift van het dossier aan de dienst over.

De gebruiker kan bij aangetekende brief of bij aangetekend elektronisch schrijven waarbij het bewijs van de verzending en van het ogenblik van de verzending bekomen kan worden, evenals het bewijs van de identiteit van de verzender, zijn eventuele verweermiddelen sturen naar de dienst binnen een periode van dertig dagen te rekenen van de datum van ontvangst van het weigeringsbericht gestuurd door de controle-instelling.

Als het actieplan bedoeld in het eerste lid, 2, niet is opgesteld of als het niet is uitgevoerd binnen de vastgestelde termijn, wordt het certificaat aan de gebruiker door de controle-instelling geweigerd of wordt het opgeschort uiterlijk tot een beslissing wordt genomen overeenkomstig artikel 20, § 3.

De controle-instelling brengt de gebruiker op de hoogte bij aangetekende brief of bij aangetekend elektronisch schrijven waarbij het bewijs van de verzending en van het ogenblik van de verzending bekomen kan worden, evenals het bewijs van de identiteit van de verzender, en maakt een afschrift van het dossier aan de dienst over.

De gebruiker kan bij aangetekende brief of bij aangetekend elektronisch schrijven waarbij het bewijs van de verzending en van het ogenblik van de verzending bekomen kan worden, evenals het bewijs van de identiteit van de verzender, zijn eventuele verweermiddelen sturen naar de dienst binnen een periode van dertig dagen te rekenen van de datum van ontvangst van het weigeringsbericht gestuurd door de controle-instelling.

§ 2. Om de verweermiddelen van de gebruiker te onderzoeken, kan de dienst hem oproepen bij aangetekende brief of bij aangetekend elektronisch schrijven waarbij het bewijs van de verzending en van het ogenblik van de verzending bekomen kan worden, evenals het bewijs van de identiteit van de verzender, ten einde hem toe te laten om bijkomende informatie te verstrekken of om bijkomende bewijsstukken te overhandigen. Er wordt onmiddellijk een beknopt verslag opgesteld van het onderhoud en ondertekend door de bevoegde ambtenaar die het aan de gebruiker voorlegt om het mede te ondertekenen. Andere personen kunnen worden uitgenodigd op het onderhoud of voor een later verhoor. Het eventueel later verhoor gebeurt in aanwezigheid van de gebruiker, of ten minsten nadat hij behoorlijk werd opgeroepen.

§ 3. Na afloop van de procedure bedoeld in de paragrafen 1 en 2 neemt de dienst een beslissing binnen drie maanden na de ontvangst van de verweermiddelen van de gebruiker. In het geval van een negatieve beslissing, wordt het certificaat ingetrokken of geweigerd. Een nieuw certificaat kan uitsluitend worden verleend aan de gebruiker als een nieuwe controle aantoont dat hij de basisbeginselen van de geïntegreerde gewasbescherming bedoeld in de bijlage naleeft.

§ 4. Indien, in geval van beroep, expertisecosten worden gemaakt en de beslissing van het controleorgaan wordt bevestigd, draagt de gebruiker de kosten ervan. De bevoegde ambtenaar verzoekt de betrokkene bij aangetekende brief of bij aangetekend elektronisch schrijven waarbij het bewijs van de verzending en van het ogenblik van de verzending bekomen kan worden, evenals het bewijs van de identiteit van de verzender, deze kosten te betalen binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het verzoek om de kosten te betalen. Als de beslissing van de controle-instelling wordt vernietigd, vallen de expertisecosten ten laste van het controle-instelling. Naargelang het geval moet de gebruiker of de controle-instelling een bewijs van betaling sturen bij aangetekende brief of bij aangetekend elektronisch schrijven waarbij het bewijs van de verzending en van het ogenblik van de verzending bekomen kan worden, evenals het bewijs van de identiteit van de verzender, binnen een termijn van vijftien dagen na de betaling.

HOOFDSTUK VI. — *Straffen*

Art. 21. Overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig de bepalingen van Boek I van het Milieuwetboek, van het Landbouwwetboek en van het decreet van 10 juli 2013 tot vaststelling van een kader ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden en tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek, Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen en het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw.

Art. 22. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 november 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

BIJLAGE

Algemene beginselen van geïntegreerde gewasbescherming

1. De voorkoming en/of vernietiging van schadelijke organismen moet worden verwezenlijkt of in de hand gewerkt onder meer en met name door :

- 1.1. gewasrotatie,
- 1.2. gebruik van adequate teeltechnieken (bijvoorbeeld vals-zaai-bedtechniek, zaaitijd en -dichtheid, onderzaaien, conserverende bodembewerking, snoeien en direct inzaaien),
- 1.3. gebruik, waar passend, van resistente/tolerante cultivars en standaard-/gecertificeerd zaai- en plantgoed,
- 1.4. gebruik van evenwichtige bemesting, kalkbemesting en irrigatie-/drainagepraktijken,
- 1.5. het voorkomen van de verspreiding van schadelijke organismen door middel van hygiënemaatregelen (bijvoorbeeld door een regelmatige reiniging van machines en apparatuur),
- 1.6. bescherming en bevordering van belangrijke nuttige organismen, bijvoorbeeld door adequate beheersmaatregelen of het gebruik van ecologische infrastructuur in en buiten de productiegebieden.

2. Schadelijke organismen moeten worden gemonitord met passende methoden en instrumenten, indien beschikbaar. Tot deze instrumenten behoren, waar mogelijk, veldobservaties en wetenschappelijk verantwoorde waarschuwings-, voorspellings- en vroegdiagnosesystemen, alsmede het ter harte nemen van advies van gekwalificeerde beroepsadviseurs.

3. Op grond van de resultaten van de monitoring moet de professionele gebruiker besluiten of en wanneer hij beheersmaatregelen treft. Strengere en wetenschappelijk verantwoorde drempelwaarden zijn essentiële componenten bij de besluitvorming. Waar mogelijk, moet vóór de behandeling van schadelijke organismen rekening worden gehouden met voor de regio, specifieke gebieden, gewassen en bijzondere klimatologische omstandigheden vastgestelde drempelwaarden.

4. Duurzame biologische, fysische, en andere niet-chemische methoden verdienen de voorkeur boven chemische methoden indien hiermee de schadelijke organismen op bevredigende wijze worden bestreden.

5. De gebruikte pesticiden moeten zo doelgericht mogelijk zijn en zo min mogelijk neveneffecten hebben voor de menselijke gezondheid, niet-doelwitorganismen en het milieu.

6. De professionele gebruiker moet het gebruik van pesticiden en andere vormen van ingrijpen beperken tot een noodzakelijk niveau, bijvoorbeeld door kleinere doses, een lagere toepassingsfrequentie of gedeeltelijke toepassingen, op grond van de overweging dat het risico voor de gewassen aanvaardbaar is en de pesticiden de kans op resistentie van de populaties schadelijke organismen niet verhogen.

7. Wanneer het risico op resistentie tegen een beheersmaatregel bekend is en wanneer het niveau van schadelijke organismen dusdanig is dat meerdere toepassingen van pesticiden op de gewassen noodzakelijk zijn, moeten de beschikbare strategieën ter voorkoming van resistentie worden uitgevoerd om de werking van de producten te behouden. Dit kan het gebruik van diverse pesticiden met verschillende werking inhouden.

8. Op basis van de registers over het gebruik van pesticiden en van de monitoring van schadelijke organismen moet de professionele gebruiker zich een oordeel vormen over het succes van de toegepaste beheersmaatregelen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 oktober 2016 betreffende de geïntegreerde gewasbescherming.

Namen, 10 november 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN